



ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2023.11.08/1510

Thème : TRAVAUX.

Objet : Autorisation de travaux accordée à l'entreprise GANDELLI pour l'abattage d'arbres sur le chantier de la Guisane du 6 au 8 novembre 2023.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise GANDELLI le 3 novembre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin de permettre le bon déroulement de travaux d'élagage, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation de travaux accordée à l'entreprise GANDELLI pour l'abattage d'arbres sur le chantier de la Guisane, via Guisane entre les escaliers du magasin Francis Sport et le pont du Moulin Faure, du 6 au 8 novembre 2023. L'entreprise peut stationner des véhicules de chantier sur une surface de 15 m².

Article 2 : En cas de nécessité ou d'urgence, le véhicule devra être déplacé immédiatement. La sécurité des piétons ainsi que celle des personnes à mobilité réduite devront être constamment assurée par l'entreprise GANDELLI notamment par la mise en place d'un cheminement piétonnier sécurisé.

Article 3 : Le responsable du chantier est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de maintenir une voie de circulation sur l'emprise du chantier pour le passage des véhicules de secours et de sécurité ainsi que pour les riverains.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire par l'entreprise GANDELLI conformément aux textes en vigueur.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du Corps de Police Urbaine,
- le Responsable de la Police Municipale,
- le Directeur des Services Techniques,
- les Services Techniques Communaux-
- l'entreprise GANDELLI.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B,
- les TUB.

Fait à Briançon, le 7 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la Sécurité,

René Michel



Transmis-le :

Notifié le : 14 NOV. 2023